



PAR COURRIEL

Montréal, le 9 février 2022

Monsieur Éric Girard
Ministre des Finances
Ministère des Finances
390, boulevard Charest Est
Québec (Québec) G1K 3H4

**Objet : Recommandations et demande de participation dans le cadre des consultations
prébudgétaires 2022-2023**

Monsieur le Ministre,

Depuis plus de 40 ans, Medtech Canada travaille et collabore avec les gouvernements, les prestataires et les patients afin de contribuer à l'amélioration de la santé des Canadiens et à la pérennité du système de soins de santé. Au Québec, elle compte plus de 320 entreprises d'équipements, de dispositifs et de services utilisés dans le diagnostic et le traitement des maladies et des problèmes de santé. Le secteur des technologies médicales représente près de 12 000 emplois au Québec. Mettant en valeur les nouvelles technologies dans le domaine médical depuis plus de 40 ans, Medtech Canada est particulièrement intéressée par l'évolution de l'environnement d'affaires qui peut affecter les organisations avec lesquelles elle s'associe quotidiennement pour améliorer la qualité des soins au Québec.

Comme vous le savez, le pouvoir d'achat et d'attribution de contrats pour les organismes publics dont dispose l'État québécois est significatif. Les dépenses publiques représentent un outil de gouvernance stratégique et de croissance économique. Dans cette perspective, l'État a un rôle moteur de régulation de l'économie québécoise en générant de l'activité économique à travers les différents processus d'appels d'offres publics. Les marchés publics ont pour effet de créer massivement de la « demande », ce qui alimente la vie économique en créant des débouchés potentiels, en particulier pour toutes les PME québécoises. À plus forte raison, vu son monopole dans le domaine de la santé, il est encore plus estimable lorsque l'État utilise ce pouvoir d'achat pour stimuler l'innovation.

À cet effet, le secteur des technologies médicales est stratégique pour le gouvernement du Québec. Sur le plan des services à la population, il est au cœur d'un potentiel immense d'amélioration de la qualité et de la valeur des services que reçoivent les usagers du réseau de la santé et des services sociaux (RSSS). Sur le plan économique, il est un secteur fort en investissement, en emploi et en innovation, y compris de la part des filiales de multinationales établies chez nous ou actives à divers niveaux sur le marché québécois.

...2

Enfin, sur le plan des finances publiques, il porte en lui des possibilités immenses d'amélioration de l'efficience dans l'utilisation des fonds publics.

Medtech Canada est un interlocuteur incontournable pour le gouvernement du Québec en matière de finances publiques, d'approvisionnement en santé et d'innovation. Notre association est fière de son implication dans le cycle qui entoure la réflexion et le dépôt du budget du gouvernement du Québec. En effet, Medtech Canada souhaite continuer à collaborer, comme nous le faisons depuis plusieurs années, avec les autorités gouvernementales québécoises afin d'offrir des solutions concrètes afin d'améliorer l'efficience et l'efficacité du RSSS et de l'utilisation des deniers publics.

De manière globale, nos principales visées demeurent les mêmes en ce qui a trait à la contribution de l'industrie des technologies médicales en regard du RSSS et de l'État québécois. Il s'agit de favoriser la pérennité du système de santé et le développement économique du secteur, de promouvoir une administration publique efficiente, de favoriser l'innovation et l'essor des PME québécoises. Dans le contexte actuel caractérisé par l'omniprésence de la pandémie de la COVID-19, nous croyons qu'il est important d'apporter notre concours aux efforts de relance économique. Nous souhaitons faire du domaine des technologies de la santé un véritable vecteur de développement économique et d'innovation important pour le Québec.

Le 18 novembre 2021 avait lieu le Grand Rendez-vous de l'innovation québécoise. Medtech Canada a accueilli très positivement l'idée de faire du gouvernement un « premier acheteur » d'innovation par le premier ministre, M. François Legault. Cette idée fait l'objet d'une recommandation de longue date au gouvernement québécois. Il est impératif que le gouvernement devienne un meilleur acheteur dans tous les domaines, mais encore plus en santé. Il en va de même de la modernisation de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (LCOP), comme l'a reconfirmé la présidente du Conseil du trésor, Mme Sonia Lebel.

De plus, l'attention particulière portée par tous les intervenants gouvernementaux, incluant le ministre de la Santé et des Services sociaux, M. Christian Dubé, et celui de l'Économie et de l'Innovation, M. Pierre Fitzgibbon, à lever les contraintes au déploiement de la recherche et de l'innovation québécoise dans le RSSS, y compris l'innovation numérique, correspond à tous les égards aux visées de l'industrie des technologies médicales en matière d'approvisionnement en santé.

Dévoilée en mai 2017, la *Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027* propose des actions pour valoriser cette industrie fondamentale de l'économie du Québec et en favoriser l'expansion. Cette initiative gouvernementale nous apparaît extrêmement féconde pour l'économie du Québec et l'innovation, notamment pour l'industrie des technologies médicales. Nous attendons avec intérêt son renouvellement et en particulier les mesures qui bonifieront son impact quant à l'intégration de l'innovation dans le système de santé québécois.

Aussi, Medtech Canada réagit positivement au dévoilement de la Stratégie gouvernementale des marchés publics et du projet de loi n° 12, *Loi visant principalement à promouvoir l'achat québécois et responsable par les organismes publics, à renforcer le régime d'intégrité des entreprises et à*

accroître les pouvoirs de l’Autorité des marchés publics (PL12). Nous estimons que la stratégie dévoilée a les bons objectifs. Cependant, le PL12 ne comprend aucune mesure qui soit contraignante afin d’imposer la « valeur » ou l’innovation dans les approvisionnements. Nous entendons proposer des améliorations en ce sens.

Au cours des derniers mois, votre gouvernement a donc énoncé un certain nombre de priorités relatives à l’innovation. Ce que nous proposons aujourd’hui contribue justement à l’atteinte de cet objectif prioritaire du gouvernement.

Medtech Canada soumet trois recommandations au ministère des Finances du Québec (MFQ) en matière de développement économique et d’innovation.

- 1- Prioriser le déploiement des mesures de la *Stratégie gouvernementale des marchés publics* pouvant contribuer concrètement à :
 - a. Tenir compte de nouveaux modes d’adjudication fondés sur autre chose que le prix le plus bas;
 - b. Permettre aux soumissionnaires et en particulier les PME de proposer des solutions innovantes ou alternatives;
 - c. Introduire plus de souplesse dans les processus de passation des marchés.

- 2- Dégager des fonds dédiés à l’intégration de l’innovation dans le RSSS :
 - a. Accessibles aux établissements de santé;
 - b. Financés en partie grâce aux gains d’efficience réalisés (la valeur);
 - c. Ciblant tout particulièrement les outils technologiques disponibles pour augmenter la capacité de réalisation des services médicaux spécialisés (raccourcir les listes d’attente).

- 3- Prioriser les mesures des diverses *Stratégies* gouvernementales pertinentes au secteur des technologies médicales :
 - a. Le démarchage et le développement des affaires à l’international;
 - b. Faire du RSSS un meilleur « premier acheteur »;
 - c. Réévaluer les programmes de financement offerts;
 - d. Créer un fonds de capital-risque dédié aux technologies médicales (déjà annoncé, mais non implanté à ce jour).

Par ailleurs, Medtech Canada, en tant que membre de la [Coalition de biologie médicale LabCANDx](#) profite de l’occasion pour ajouter une recommandation spécifique à cet important volet de notre système de santé dans le cadre des discussions intergouvernementales sur le Transfert canadien en matière de Santé (TCS).

En effet, le budget du Québec de mars 2021 énonçait que, à l'instar de l'ensemble des autres provinces et territoires, un rehaussement immédiat du TCS était nécessaire de manière à ce qu'il corresponde à 35 % des dépenses de santé des provinces et territoires. Dans le même document, il est fait mention que les provinces et territoires jouent un rôle de premier plan lorsqu'il s'agit des soins de santé et ils sont les mieux placés pour déterminer les besoins de leur population. LabCANDx partage ce point de vue. Le secteur de la biologie médicale n'a pas connu un développement équivalent d'une juridiction à l'autre, mais chacune d'entre elles doit tendre vers l'optimisation du secteur en y investissant les sommes nécessaires. La biologie médicale influence aujourd'hui près du deux tiers des décisions cliniques et son importance continuera à augmenter alors que les soins de santé personnalisés permettent à de plus en plus de patients de bénéficier de traitements ciblés basés sur la présence d'anomalies génétiques ou de biomarqueurs spécifiques dans leur sang ou leurs tissus.

Or, on peut lire dans le budget que cette hausse du TCS servirait à appuyer le financement d'initiatives déjà mises en œuvre par le Québec et que ce financement permettrait aussi au gouvernement d'innover afin de rendre le système de santé et de services sociaux du Québec plus performant, notamment par l'utilisation de technologies de pointe. LabCANDx appuie à 100 % cette intention et c'est pourquoi la Coalition a demandé au gouvernement fédéral d'investir 750 millions de dollars lors des cinq prochaines années afin de valoriser et rehausser le secteur du laboratoire. Nous estimons que le Québec sera en mesure de déterminer à juste titre ses priorités en cette matière, car les défis sont nombreux. LabCANDx et Medtech Canada souhaitent donc que le secteur de la biologie médicale soit dès maintenant ciblé pour un réinvestissement conséquent.

Afin d'assurer un suivi approprié à la présente, nous souhaiterions participer aux consultations prébudgétaires 2022-2023. Ceci permettrait, nous en sommes persuadés, de contribuer à l'atteinte de nos objectifs communs.

Veuillez recevoir, Monsieur le Ministre, l'expression de mes meilleurs sentiments.

Le vice-président Québec,



Benoît Larose

p. j. Livre blanc – Changer les politiques et pratiques de la chaîne d'approvisionnement en soins de santé au Canada

Communiqué de presse – Grand rendez-vous de l'innovation québécoise : Medtech Canada réagit positivement aux propos des représentants gouvernementaux

Communiqué de presse – Stratégie et loi sur les contrats publics : des objectifs qui resteront à concrétiser

c. c. Mme Sonia Lebel, présidente du Conseil du trésor

M. Christian Dubé, ministre de la Santé et des Services sociaux

M. Pierre Fitzgibbon, ministre de l'Économie et de l'Innovation